

SÉMINAIRE I

TERRITOIRES ET SOCIÉTÉS EUROPÉENNES EN DEVENIR

Monde paysan et territoires ruraux

Jean Viard

Je travaille au Cevipof sur les nouveaux rapports à l'espace et au temps dans une interrogation sur la crise politique de notre société. J'ai bien écouté ce qu'a dit Didier Lapeyronnie sur la zone grise et sur le fait qu'entre le marché et l'individuation, il y a bien souvent l'espace gris du collectif, où se trouve le politique.

La transformation de la société et de son imaginaire, la place nouvelle du marché et celle de l'individu font que ce que nous appelons les institutions, le politique, sont souvent à côté de la vie des gens. Les gens ne s'y intéressent et ne se tournent vers les institutions, vers le politique que quand ils sont en difficulté. Nos sociétés ont fait un tel pas vers la liberté de l'individu, au moins pour 80% d'entre nous, que les 20% qui n'ont pas fait ce pas se trouvent dans une difficulté majeure. Il faut regarder la situation de cette manière, même si c'est très difficile pour les politiques, dont tout le savoir-faire relève d'une époque où ils étaient l'émanation de l'organisation des sociétés. Aujourd'hui, les sociétés s'organisent à côté du politique et les hommes politiques ont du mal à le comprendre. On pourrait presque faire des propos de Didier Lapeyronnie une allégorie du modèle français dans la mondialisation. C'est un peu provocateur, mais pas radicalement. La fermeture de la communauté nationale, la façon dont elle fonctionne à l'envers et le discours qu'elle tient sur la mondialisation reflètent un peu le système qu'on vient de vous présenter. Les grands partis sont arrivés à avoir un électeur sur quatre au premier tour des élections de 2002, si je compte les non inscrits. Les élus à l'Assemblée nationale ne représentent même pas 25% des Français. C'est une réalité sociale qu'il ne faut pas oublier. On le sait, mais pour l'instant, cela n'a pas produit de transformation du discours.

Mes deux axes de réflexion sont le bousclement du temps, avec l'élément déterminant qu'est l'allongement de la vie, et le nouveau rapport à l'espace.

La société rurale traditionnelle était une société où on n'avait aucune raison de migrer, sauf en cas de catastrophe, puisque tout était pareil à côté. Nous sommes passés à une société avec des espaces très différenciés et les populations ont commencé à partir (exode rural vers la ville, exode des pays du Sud vers les pays du Nord). Nous arrivons maintenant à une société où la migration disparaît et est remplacée par la mobilité. Les classes dominantes se déplacent beaucoup et il y a un capital spatial très différent entre ceux qui sont astreints ou réfugiés dans le ghetto et ceux qui sont hyper mobiles.

I. Le bousculement du temps

En moyenne, l'espérance de vie à la naissance aujourd'hui est de 700 000 heures. Elle continue à augmenter et connaît sa plus rapide hausse dans l'histoire de l'humanité. Votre vie est en expansion. Vos parents ont vécu en moyenne 600 000 heures et vos grands-parents 500 000. On a, en gros, gagné 200 000 heures d'espérance de vie au XX^{ème} siècle. En outre, au début du XX^{ème} siècle, les écarts entre individus des durées de vie étaient beaucoup plus grands, notamment parce que le niveau médical n'était pas le même pour tous. À l'heure actuelle, nous avons tous la probabilité d'arriver à 75 ans.

Sur notre espérance de vie, la durée légale du travail jusqu'au moment de la retraite est de 67 000 heures. Il faut donc relativiser les 35 ou 39 heures et les 40 années de cotisation nécessaires. En 1848, avec une espérance de vie comprise entre 400 et 500 000 heures, la durée moyenne légale du travail en France était de 200 000 heures pour les ouvriers et les paysans. Le travail était alors extrêmement pénible. Aujourd'hui, on se peut réaliser par le travail, ce qui est une extraordinaire évolution. C'est possible parce qu'en France, nous travaillons en moyenne pendant 12% de notre existence (16% pour les Américains).

Ce ne sont que des chiffres globaux, mais ils donnent quand même une idée des équilibres. Le travail a été le cœur des sociétés populaires jusqu'en 1914. Quand on avait travaillé 200 000 heures et dormi 200 000 heures, il ne restait que 100 000 heures pour faire autre chose. Tous les liens sociaux, les mariages, les amours, les jeux, les valeurs, les proximités, étaient imbriqués avec le monde du travail. C'était le cas pour 98% de la population. Aujourd'hui, on travaille pendant 10 à 15% de son existence et on fait environ 30 000 heures d'études, soit environ une heure d'études pour deux heures de travail dans une vie, ce qui est un ratio extraordinaire. En outre, nous dormons en moyenne une heure de moins que nos ancêtres, essentiellement parce que nous sommes plus stressés et moins fatigués. Les grands équilibres du temps sont donc très différents de ce qu'ils étaient : quand on a fini de dormir, d'étudier et de travailler, il nous reste 400 000 heures disponibles. Même pour les Américains, qui travaillent 30% de plus que nous en heures, l'essentiel du temps hors sommeil n'est pas travaillé.

Ce temps non travaillé se répartit à différents moments de la vie. Le grand débat est de savoir comment on le répartit à l'intérieur des couples, comment on le répartit aux âges de la vie.

Un autre indicateur va vous amuser : avant 1914, on faisait en moyenne 1 500 fois l'amour dans une vie. On est passé à 6 000 fois. J'admets que ces statistiques sont du déclaratif et ne sont donc pas entièrement fiables. Ce que je veux dire, c'est que ces nouveaux équilibres du temps entraînent des comportements nouveaux et des relations nouvelles. Ce n'est pas pour rien que 47% des enfants naissent hors mariage ou que la vie sexuelle est maintenant mélangée aux études alors qu'avant, elle ne commençait que quand les gens avaient un travail et un logement. L'école est devenu le lieu de l'initiation sexuelle, ce qui n'était pas le cas quand les jeunes commençaient à travailler à 14 ans. Il faut regarder cet éclatement du temps comme un changement majeur des sociétés, avec, bien sûr, des écarts au niveau mondial, puisque le temps de vie diminue dans les pays de l'Est et n'augmente pas en Afrique. Il y a de nouvelles inégalités, mais cela n'empêche pas que la vie est plus longue partout. Elle avait baissé dans les anciens pays communistes, mais ils sont en train de remonter la pente.

Pierre Veltz

Sauf en Russie.

Jean Viard

C'est exact, mais je pense qu'ils vont remonter. On peut lier ces évolutions au PIB : si le PIB s'effondre, la vie raccourcit.

Ce changement radical dans la durée de vie et dans les équilibres est fondamental et je ne comprends pas qu'on n'en parle pas davantage. On parle de l'allongement de la vie comme si ce n'était qu'une charge pour les retraites. C'est bien sûr le cas, mais c'est d'abord un plaisir et cela crée de nouveaux enjeux : comment on équilibre ces temps, comment on pense la société, le couple, la famille.

Pour ceux qui ne travaillent pas, ces questions d'organisation des temps se posent encore plus que les autres. Il y a un indicateur que je trouve passionnant : la densité de temps libre à l'hectare. Si on fait une carte des territoires en mesurant le temps libre à l'hectare, on se rend compte qu'il augmente de façon tragique dans les quartiers populaires depuis 25 ans et qu'il diminue dans les quartiers de cadres. Or, les politiques d'équipement, notamment d'équipements culturels, sont généralement concentrées dans des quartiers où le temps libre diminue et absentes là où il augmente. L'ennui dans les territoires populaires est une chose terrifiante. Le temps libre y augmente et personne ne s'en soucie. Heureusement qu'ils ont la télévision. Il faut préciser que nous passons en moyenne 100 000 heures devant la télévision, qui occupe un quart de notre temps disponible libre, ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Ces 100 000 heures correspondent exactement à l'augmentation de l'espérance de vie depuis l'invention de la télévision. Le temps passé devant la télévision a été gagné sur le cimetière, pas du tout sur le lien social. Ce que je dis est un peu provocateur, mais c'est pour inviter à faire attention au discours selon lequel tout se dégrade.

Ce bouleversement a plusieurs conséquences :

Une conséquence principale est que nous nous sommes appropriés le temps, ce qui est nouveau. Le temps a pendant très longtemps appartenu aux religions et, pour la plus grande partie de la planète, il appartient encore à Dieu. Avec la Révolution française, il a ensuite été attribué au travail. Aujourd'hui, il est à nous, ce qui fait que nous ne voulons plus le perdre. C'est pour cela que les gens n'acceptent plus d'attendre. Ce n'est pas qu'ils soient pressés, mais ils veulent décider eux-mêmes du temps qu'ils perdent.

La deuxième conséquence, puisque le temps n'appartient plus au travail, est que le travail a changé de statut. On concède, bien sûr, du temps au travail, mais il faut d'abord en construire la légitimité. Toute la crise liée aux 35 heures vient du fait qu'au-delà du nombre d'heures, les 35 heures et le discours qui a été construit sur le partage du travail n'ont pas fait du travail un projet. On est historiquement sorti du travail comme valeur référence, à un certain moment on a cassé le rapport d'engagement avec le travail et on n'a rien construit d'autre. Ce qui est curieux, c'est que la gauche, qui était le camp du travail, a laissé la valeur travail à la droite.

La troisième conséquence fondamentale est que, si on a plus de temps libre que de temps de travail et de sommeil, les normes et les valeurs de notre temps libre dominent l'ensemble de nos normes et de nos valeurs. Or, les deux éléments structurants du temps libre sont la télévision et les vacances. D'une certaine façon, le rêve des gens est de vivre comme en vacances et de fonctionner comme s'ils passaient à l'écran. Quand on demande aux enfants ce qu'ils veulent faire quand ils seront grands, ils répondent qu'ils passeront à la télé. On est dans une société où les hiérarchies et l'idée d'effort se déplacent, où les gens rêvent d'aller habiter dans des régions de vacances et où des millions d'entre eux le font.

Tout cela a des conséquences sur les modes de vie : nous avons adopté au quotidien la maison des vacances avec jardin et barbecue comme lieu de sociabilité faible. La population veut massivement des maisons avec jardin, ce qui a des conséquences sur l'habitat urbain. La conception des HLM n'a pas intégré l'idée que l'espace extérieur fait partie du logement parce que le temps libre fait partie des normes.

Le temps libre est aussi un temps où les gens sont autonomes, ou auto-organisés. Mais comment fait-on entrer ces valeurs et ces capacités d'autonomie dans le monde du travail, dans un pays qui a le record mondial des cadres et où on est encore dans une logique d'encadrement fort du travail ? Dans les études d'opinion, la première revendication des ouvriers, qui veulent être considérés autrement que comme le prolongement de la machine, est souvent l'autonomie.

On ne peut négliger le rôle de ces nouveaux modes de vie sur l'organisation de la société. Seulement 15% des Français consomment des biens culturels estampillés Ministère de la culture. En revanche 65 à 70% d'entre eux partent en vacances. Cela devient une norme, mais il y a, bien sûr, des pondérations par milieux sociaux. Dans certains quartiers HLM, près de la moitié des enfants ne part pas en vacances. On s'étonne ensuite qu'ils se sentent à l'écart de la société, par exemple quand on leur demande, à la rentrée scolaire, de raconter leurs vacances. On voit tout de suite quels enfants racontent les publicités qu'ils ont vues à la télé, mais la plupart des enseignants n'ont même pas l'idée que la moitié de leurs élèves ne sont jamais partis en vacances. Peu de régions mènent une politique à cet égard. La région de Toulouse est une des plus dynamiques à cet égard, avec pour objectif que tous les lycéens partent en vacances au moins une fois avant le baccalauréat. Il est important de se donner des objectifs politiques sur ces questions.

Tout cela entraîne une autonomisation des liens sociaux : ces individus autonomisés, qui partent en vacances, qui vivent plus longtemps, construisent des liens sociaux privatisés que l'on peut résumer à la liste des gens enregistrés sur leur portable et dont ils savent que s'ils les appellent à n'importe quel moment, ils répondront. C'est un lien social très fort, et en même temps distant et construit au fil de la vie. Les liens sociaux anciens de classe, de proximité territoriale ou de métier se sont profondément défaits. Les politiques n'arrêtent pas de dire que c'est une destruction du lien social. En fait, c'est une libération du lien social collectif, le triomphe du lien social privé. Cela met les politiques en difficulté puisque toute leur culture est bâtie sur le collectif. Mais le lien social subsiste : on ne s'est jamais autant parlé, on ne s'est jamais autant occupé de nos enfants, on n'a jamais passé autant d'heures à faire l'amour, à voir des amis...

II. Le changement du rapport à l'espace

La première activité de notre temps restructuré est le déplacement. Aujourd'hui, chaque Français fait en moyenne 45 km par jour, dont 15 pour les week-ends et les vacances et 30 autour de son domicile. Ce n'est qu'une moyenne et les écarts sont en fait gigantesques. En 1950, cette moyenne était de 5 km et elle concernait la plupart des gens. Très peu d'entre eux faisaient plus. Aujourd'hui, c'est l'inverse : dans cette moyenne de 45 km, il y a des groupes qui circulent énormément et il y a un groupe qui fait toujours 5 km : les vieux, les jeunes à la campagne qui n'ont pas de voiture, les gens qui quittent rarement leur quartier... Ces groupes sont exclus par leur sédentarité alors qu'auparavant, la sédentarité était la norme.

Aujourd'hui, un ménage dispose d'un stock de kilomètres à parcourir qu'il peut organiser de plusieurs façons. Certains sont allés habiter très loin de la ville et se déplacent pendant les jours de travail, mais pas pendant les week-ends et les vacances. D'autres habitent à côté de la ville et se déplacent moins loin mais tous les jours. Les études montrent qu'en gros, les logements dans les centres-villes coûtent 25% plus cher, mais qu'à l'extérieur de la ville, on paie moins cher pour le logement et plus pour le transport. Quand on est d'un milieu modeste et qu'on a besoin d'un prêt immobilier, la banque s'enquiert uniquement de la part du budget consacré au logement. Plus on va

loin, plus il est facile d'acheter un logement parce que la banque calcule uniquement le pourcentage du revenu du ménage consacré au logement. En revanche, si on habite près de la ville et qu'on est d'un milieu populaire, on risque de ne pas obtenir de prêt parce qu'on n'a pas le bon rapport coût du logement / revenu. Les analyses de prix n'intègrent pas le budget transport. Les gens modestes s'éloignent donc des centres-villes et dépensent ensuite de l'argent pour acheter une voiture et payer l'essence. Les statistiques de l'Insee montrent que, pour les gens qui bénéficient de prêts à taux zéro, il y a en moyenne 12 km d'augmentation quotidienne des trajets. Il y a bien sûr des gens qui vont loin parce qu'ils le souhaitent, mais, pour beaucoup d'entre eux, c'est la seule possibilité pour accéder à la propriété.

L'affectation des kilomètres peut aussi se faire différemment, parce qu'il existe de nombreuses possibilités à l'intérieur du territoire national. C'est bien pour cela que 4 millions de gens ont changé de région depuis dix ans. En Paca, il y a 80 000 arrivées par an, 60% des électeurs de la région n'y sont pas nés. Comment construire du politique avec ces données ? Les membres de la classe politique de la région y sont tous nés, beaucoup sont des fils d'élus, ils ne voient pas que la société a changé et s'étonnent qu'on ne vote plus pour eux.

Il est important de réfléchir à ces processus en termes de trajets résidentiels, qui se rapprochent de la notion de trajets migratoires. Il y a, par exemple, des trajets résidentiels en fonction des âges. De façon schématique, les bons étudiants montent vers la grande ville, ils y restent pour construire leur vie amoureuse, s'installent en couple de préférence en dehors de la ville ou dans une ville de province. S'ils arrivent à s'enraciner, ils ont des enfants. Quand les enfants s'en vont, il y a différentes stratégies des parents. Enfin, au moment de la retraite, 52% des Français désirent déménager. Paris perd 50 000 habitants par an au moment de la prise de retraite. La moitié d'entre eux passe sa retraite dans sa région de vacances préférée, l'autre moitié dans sa région d'origine. Les gens n'arrêtent pas d'être mobiles.

Cela ne concerne pas toute la population. Il n'y a aucune politique sociale pour que les milieux populaires puissent prendre leur retraite dans leur région de vacances préférée. Il n'y a pas de démocratisation en ce domaine. Tous les HLM sont occupés à Paris. On pourrait imaginer de mutualiser les HLM et de permettre aux retraités parisiens de milieu modeste d'aller dans des HLM d'autres régions. D'un point de vue économique, le marché des retraités est une ressource pour les communes. Le grand phénomène des cinquante dernières années est le développement du tourisme ; dans les prochaines décennies, des millions de retraités français et européens se déplaceront sur le territoire. Dans ma commune de Provence, nous étions 2 000 quand je suis arrivé, nous sommes 5 000 aujourd'hui. Les Marocains constituent la plus grosse communauté de non Français. Viennent ensuite les Belges francophones, qui sont 300, presque aussi nombreux que les Marocains. Une grande partie est retraitée, les autres travaillent comme viticulteurs, vétérinaires...

Au fond, tout cela donne une société mobile, avec des segmentations liées au capital spatial, avec un exode rural qui est achevé. Une toile TGV s'est construite et elle constitue une sorte de cité. Ce matin, Didier Lapeyronnie était à Bordeaux, j'étais à Marseille, nous sommes à Paris pour ce séminaire. C'est cela, faire ville ensemble : c'est pouvoir se rencontrer dans une journée.

Ces changements restructurent le territoire, font que la campagne se peuple de retraités et de cadres, que la catégorie ouvrière recule, et que la valeur de tous les lieux patrimoniaux augmentent parce que ces migrations sont portées par une image touristique du territoire.

La question est de savoir comment faire de la politique dans une société de ce type. Le propre de la citoyenneté repose sur un partage d'une certaine cité. Or que partagent ces populations très diverses dans un village où on trouve des personnes qui sont nées là, des exclus de la ville qui vont y travailler tous les jours, des retraités, des gens qui prennent régulièrement le TGV ? Toutes ces

populations se côtoient mais elles ne font pas village ensemble. D'où une crise politique dans les villages. Je pense qu'aux prochaines élections, le vote pour Le Pen y sera en hausse. Là encore, on est face à une classe politique locale très peu représentative des nouvelles populations. Or, les habitants de ce village n'ont absolument pas le même projet pour le territoire. Les citadins et les retraités qui emménagent dans un village l'ont choisi précisément parce que c'est un village et n'ont pas envie qu'il se développe.

III. Culture paysanne et identité nationale

Il est important de voir comment tous ces éléments nous réunissent en mythe collectif. C'est là que la question paysanne est passionnante. Sous la III^{ème} République, on a construit un imaginaire politique du territoire. Dans le siècle qui a suivi la Révolution française, la France était très instable. Jules Ferry a eu l'idée d'enraciner la République dans les campagnes, avec leurs 36 000 communes, les conseils généraux, 500 000 élus locaux et, surtout, beaucoup de paysans. On a donc tout fait pour morceler et développer l'exploitation agricole familiale. C'est le modèle du paysan propriétaire, chef de famille, conseiller municipal et soldat. Ce modèle de 14-18 a fondé la République française. Ce n'est pas un modèle rural archaïque, c'est un projet politique modernisateur. Au moment où les Anglais poussaient les populations à partir en ville, au moment de la conquête de nouveaux pays avec de nouveaux modèles de consommation des espaces, la France a construit un modèle de l'exploitation familiale pour stabiliser la République. Michel Serres dit très bien que la France, qui était la première puissance de conquête planétaire avant 1789, est petit à petit devenue une société paysanne qui a perdu ses positions dans la mondialisation.

Cette culture paysanne se retrouve dans l'ensemble de nos symboles : Marianne, la gerbe de blé. Ce projet a permis de stabiliser la République et s'est prolongé pendant le XX^{ème} siècle. Mais il a aussi mené aux chemises vertes quand, en 1932, le premier recensement a montré que la population urbaine était plus importante que la population rurale alors qu'on avait tout construit sur le mythe communal paysan. Il a aussi donné Vichy et « La terre ne ment pas. »

Une deuxième logique, celle du gaullisme, a été de dire que la terre est notre arme. Quand la France a perdu l'Algérie et, donc, a perdu les surplus agricoles, le gaullisme a décidé de faire de l'agriculture une arme de l'indépendance nationale. C'est le modèle de l'agriculture productive de Pisani, que nous connaissons encore aujourd'hui, avec l'agrandissement des exploitations et la réduction du nombre de paysans.

Cela a donné à la paysannerie le sentiment profond qu'elle avait d'abord incarné la République politique et qu'elle incarnait maintenant l'indépendance nationale. Puis les paysans se sont rendu compte qu'il ne restait plus que 580 000 fermes et que moins de la moitié d'entre elles étaient indispensables pour nourrir la population française. Ils sont devenus un petit groupe social qui tient encore la moitié du sol du pays, dont 55% en propriété agricole foncière.

On est donc dans un nouvel enjeu du territoire : d'un côté, ce rôle agricole, de l'autre une société mobile, avec des citadins dont le désir de campagne est un désir d'espace de nature, d'environnement et d'habitat. Le paysage a remplacé l'alimentaire comme symbole de la campagne dans la tête des Français, même si la France est un des pays d'Europe où le paysan est encore légitime à la campagne, ce qui n'est pas forcément le cas en Angleterre.

Cette classe paysanne tient encore 50% du sol, c'est donc elle qui construit les paysages, c'est elle qui tient presque la moitié des conseils généraux et qui représente la majorité des élus locaux. Son poids politique est énorme et l'Assemblée nationale et le Sénat sont remplis quand il y a un débat agricole. Ce groupe minoritaire garde un pouvoir politique et symbolique très fort et il a la capacité de générer des transferts financiers considérables alors qu'il n'est pas évident qu'importer du bœuf argentin plutôt que d'acheter du bœuf français subventionné soit une catastrophe. Nos vaches touchent deux

euros par jour, c'est-à-dire autant que 3 milliards d'êtres humains sur la planète. Est-il totalement légitime que nos budgets servent à verser ce type de subventions ?

La crise du modèle agricole est particulièrement profonde parce que les agriculteurs ont toujours été choyés par la République, qu'ils s'attendaient, avec un président proche d'eux, à une nouvelle politique agricole et qu'ils n'ont rien obtenu. Le grand enjeu est la relecture de la question de l'aliment par rapport au consommateur et non plus par rapport au sol. Derrière cette question, c'est le cœur de l'identité collective qui est touché.

En conquérant le monde au XIX^{ème} siècle, l'Europe a généralisé son modèle d'exploitation agricole, avec des variations selon les zones. Il existe aujourd'hui trois modèles d'agriculture dans le monde : l'agriculture des grandes firmes, souvent liée à des conditions de travail terribles et qui existe très peu en Europe ; l'exploitation familiale, qui est dominante, mais qui ne produit pas toujours à elle seule des revenus suffisants ; le développement massif d'une agriculture domestique presque complètement hors marché, notamment en Afrique mais pas seulement : 25% des fruits et légumes consommés en France sont produits dans des jardins.

Ce qui est en train de naître, c'est la cité TGV d'un monde hyper-mobilité, avec des inégalités profondes d'accès à la mobilité, sur un imaginaire de République paysanne. Mais les deux modèles ne marchent pas ensemble. Le décalage qui existe entre eux est celui qui existe entre le politique et la société. On est passé très rapidement d'un modèle à un autre sans en avoir le portage ou le projet politique.

Discussion

Paul Loridant

J'entends ce que vous dites sur l'individualisation et sur la non disparition du lien social. Mais de nombreux élus constatent la raréfaction des personnes prêtes à s'engager dans la vie associative. Il y a une consommation des produits associatifs sans que les gens veuillent y consacrer du temps bénévole. Qui va faire vivre ce lien social, sauf à décider que le temps de loisir sera marchandisé, que tout sera produit par des prestataires ? Quand on dit qu'il y a perte du lien social, c'est ainsi que je l'entends.

JV

Cela signifie simplement que le rapport de la société aux institutions a changé et qu'il ne faut pas les maintenir telles qu'elles sont. L'époque a changé. Dans nos sociétés, l'engagement militant et associatif bénévole est un phénomène de jeunesse ou de retraités. Les élus locaux sont de plus en plus souvent des retraités. Va-t-on vers une société où il y a un âge pour être jeune, un âge pour travailler et avoir des enfants et un âge pour s'engager dans la cité ? Ce serait très problématique. L'autre question est de savoir ce qui doit être mis en marché dans ces activités. Je suis d'accord avec votre diagnostic, mais cela montre bien que l'idée que nous avons de l'organisé public est en décalage avec la société. Comme ce n'est jamais la société qui a tort, soit on fera évoluer le cadre, soit elle se révoltera contre les élus, ce qu'elle fait pour l'instant pacifiquement.

Pierre Veltz

J'ai lu que la vitalité associative en France reste quand même très forte. L'engagement bénévole chez les jeunes est important. Peut-être pas en banlieue parisienne, mais il reste fort dans d'autres régions.

Marc Censi

Pour ma part, je pense que la vie associative a plutôt tendance à se développer. Dans ma commune, l'intensité de la vie associative a explosé au cours des 15 dernières années, notamment tout ce qui tourne autour du sport et des loisirs. En revanche, je rejoins Paul Loridant sur le fait que le mode de fonctionnement des associations est en train de changer. Les bénévoles qui acceptent de prendre des responsabilités deviennent plus rares et il faut les remplacer par des animateurs ou des éducateurs. Il y a donc un début de marchandisation de la vie associative.

JV

Le temps s'est tellement allongé que les gens ont mobiles activités beaucoup plus discontinues. Ils peuvent s'engager dans quelque chose à un moment donné, s'en aller puis éventuellement revenir. Nous avons des vies discontinues : il y a un trajet résidentiel, un trajet amoureux, un trajet professionnel, et tous ont plus ou moins des ruptures. La discontinuité est devenue la règle. Pourtant, la durée du rapport entre le patron et le salarié a augmenté depuis quinze ans malgré ce qu'on lit sur la précarité. La précarité touche essentiellement certaines catégories de la population. Quant aux autres, elles ont tellement peur du chômage qu'elles ne changent pas d'emploi. Il y a là deux souffrances : la souffrance de ceux qui rêvent de stabilité et qui ne l'ont pas et celle de ceux qui rêvent de changer et qui ne peuvent pas. Pour en revenir à la vie associative, l'engagement associatif chute entre 30 et 50 ans parce que c'est le moment où on élève les enfants. Cela renvoie à une autre question. Nous sommes passés de 50% d'emploi féminin à 80% aujourd'hui. On a mis massivement les femmes au travail salarié, avec des emplois du temps égaux à ceux des hommes, et on a transformé la structure de la famille en marchandisant le temps des femmes sans se poser la

question des enfants et des écoles. C'est pourquoi je suis pour les 35 heures, que je considère comme une mesure nataliste et familialiste.

Marc Censi

Jean Fourastié prévoyait les 40 000 heures. On n'y est pas encore.

Jean Viard

Oui, mais il n'était pas pour les 35 heures. Il voulait qu'on passe aux 40 000 heures au fur et à mesure des hausses de productivité. Il considérait que les 35 heures avaient été faites plus pour une raison politique qu'économique. Je ne suis pas forcément d'accord avec lui, je veux juste dire qu'on ne peut pas l'utiliser pour soutenir les 35 heures. De toute façon, la durée du travail a considérablement baissé et cette tendance va continuer. Il faut tenir compte du fait que le savoir scientifique est multiplié par 2 tous les 7 ans. Le temps libre est un temps de réapprentissage permanent et de réactivation de la productivité. Par exemple, vous avez tous appris à vous servir de votre portable, de votre ordinateur et d'internet sur votre temps libre.

Q

On remarque un nouveau phénomène qui concerne surtout les jeunes : les discussions en direct par Internet. Il y a un effacement du temps et de l'espace qui vient aussi empiéter sur le temps d'étude. C'est un phénomène émergent qui pourrait avoir d'importantes conséquences.

Jean Viard

Bien sûr, y compris parce que cela crée du lien, des solidarités, des groupes générationnels très structurés de gens qui consacrent trois à quatre heures par jour à ces discussions. Le taux de départ en vacances des jeunes en France recule. Les raisons peuvent être économiques, mais je pense que c'est aussi parce qu'ils ont un loisir beaucoup plus urbain.

Cela crée aussi de nouveaux rapports au territoire parce que les jeunes de zones rurales isolées sont intégrés par Internet. La fracture numérique peut être plus présente dans certaines banlieues que dans certains territoires ruraux. J'ai approuvé que certains conseils généraux offrent des ordinateurs à tous les lycéens. La démocratisation de l'ordinateur est un enjeu déterminant pour l'intégration sociale des adolescents.

Pierre Veltz

Je pense qu'on sous-estime aussi les changements que cela entraîne dans la façon de travailler. On assiste au développement du travail à domicile utilisant l'ordinateur. Je ne parle pas des personnes qui rentrent avec du travail à la maison mais de celles dont c'est le mode de travail. Le changement sera beaucoup plus rapide qu'on ne l'imagine. Les outils permettent de faire des choses qu'on ne pouvait pas faire il y a cinq ans.

Q

Depuis ce matin, toutes les interventions sont allées contre l'idée d'une dissolution du lien social. Les intervenants ont tous évoqué la multiplication des formes variées que prend maintenant le lien social, mais c'était surtout quantitatif. Au regard des phénomènes d'exclusion qu'on constate, ne peut-on pas se poser la question de la qualité de ce lien social ?

Jean Viard

je ne vois pas à partir de quels critères on pourrait dire que ce lien social s'est affaibli en qualité. Le problème est que nos politiques sociales excluent le lien social moderne. Elles ont été construites à un moment où il fallait démocratiser un modèle collectif et créer des solidarités dans les sociétés de l'après-guerre. C'est le cas du chèque vacances, pour lequel il faut être dans une grande entreprise ou fonctionnaire. Aujourd'hui, l'autonomisation du lien social fait qu'une grande partie des gens font le lien direct individu-marché et s'auto-organisent sur le marché parce qu'ils ont acquis les savoirs pour le faire. Ils n'ont alors plus besoin du tourisme social. Comment repenser les politiques sociales pour ce type de société ? Comment démocratiser cette société de mobilité réelle et virtuelle pour ceux qui n'y ont pas accès ? Énormément de jeunes de banlieue parisienne n'ont aucune habitude de la mobilité et ne sont jamais venus à Paris. Ils n'ont pas de voiture, ne quittent pas leur quartier, et épousent une personne venant du même quartier et ayant le même système de valeurs. Malgré tous les brassages culturels sur lesquels on travaille depuis cinquante ans, on a des mariages endogames. On se retrouve dans la paysannerie de la France des années 60. La non démocratisation du modèle de la mobilité a d'énormes conséquences.

Il faudrait trouver les moyens de sortir les politiques sociales et les partis politiques de la culture collective, de démocratiser en direction des individus à faibles revenus et de faire société ensemble quand tout le monde est autonomisé. Dans une société où on se déplace, où les niveaux de déplacement sont très différents, où on vote là où on dort mais pas là où on travaille, comment reconstruire de la citoyenneté ? Tant que les politiques pleureront sur le changement que les acteurs ont construit de leurs propres mains, les gens les rejeteront. Dans cette société, il faut créer de l'événementiel et de nouveaux rythmes, des événements collectifs qui font sentir aux gens leur commune appartenance. Si l'Europe n'existe pas, c'est parce qu'il n'y a aucun événement européen : ni grande élection comme une élection présidentielle, ni grande fête... Sans événement, il n'y a pas de marqueur dans la structuration d'un temps discontinu. Nous sommes face à une mutation extrêmement profonde et dangereuse du lien politique. Nous n'avons pas forcément de réponse, mais ce n'est pas en maintenant les plus défavorisés dans une culture collective que même les pays de l'Est ont rejetée qu'on fera fonctionner la société, parce que les plus défavorisés ont les mêmes désirs que les autres.

Pierre Veltz

On peut parfaitement imaginer des scénarios d'une société qui s'auto-organise complètement en dehors des institutions. Par exemple, certains imaginaient qu'Internet allait se structurer de manière hiérarchique. Mais il s'est organisé en réseaux qu'on n'arrive même pas à décrire. A l'intérieur de ces réseaux se créent des hubs. Ceux qui disposent d'un capital relationnel vont encore l'augmenter. Un système auto-organisé comme Internet finit quand même par faire des grumeaux et par accumuler du capital de toute nature autour des plus forts. Fondamentalement, c'est une société qui crée des inégalités nouvelles. On le voit très bien sur la mobilité.

En même temps, nous avons un héritage de pensée qui nous fait préférer l'égalité des conditions entre les hommes aux grandes inégalités. C'est sur ce point que nous avons besoin d'une forme de politique, mais elle n'est pas facile à inventer. La politique garantit que les inégalités ne vont pas dépasser un certain seuil. Je précise qu'une société où il y a de fortes inégalités n'est pas forcément une jungle, parce qu'on peut très bien coexister de manière relativement pacifique avec d'énormes inégalités. C'est d'ailleurs en gros ce qui se passe dans les pays développés, avec des ghettos de riches et des ghettos de pauvres. On peut avoir des sociétés organisées de la sorte, mais on a quand même

besoin de se raccrocher à quelque chose, à une certaine identité. Et si on veut combattre les inégalités, il faut un véritable projet.